

Les zapatistes 20 ans plus tard

Claude Morin

Numéro 771, mars-avril 2014

La retraite : une responsabilité collective

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/71260ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Morin, C. (2014). Les zapatistes 20 ans plus tard. *Relations*, (771), 8–8.



Les zapatistes 20 ans plus tard

Même si elle n'est plus sous les feux de la rampe, la rébellion zapatiste au Chiapas continue à inspirer de nouvelles formes de démocratie.

CLAUDE MORIN

L'auteur, historien spécialiste de l'Amérique latine, est professeur retraité de l'Université de Montréal

Le 1^{er} janvier 1994, le jour même de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) occupait militairement sept chefs-lieux dans l'État du Chiapas, au Mexique, et émettait un manifeste intitulé *Première déclaration de la forêt lacandone*. «Basta!» proclamait-elle, avant de faire le procès de tous les gouvernements usurpateurs et de réclamer l'application de la Constitution mexicaine de 1917 pour que règnent enfin la justice et la démocratie. Cette entrée en action signalait de façon spectaculaire une rébellion préparée de longue date. Les combats ne durèrent que quelques jours, car le gouvernement mexicain ne pouvait se permettre d'écraser militairement une rébellion qui n'entendait pas prendre le pouvoir, encore moins par les armes. L'affrontement se transporta donc sur le terrain politique et prit une autre forme, fondée sur la communication, un registre que les zapatistes allaient maîtriser avec une grande efficacité. Il convient, 20 ans plus tard, de faire le point sur cette expérience.

Le soulèvement chiapanèque a d'abord servi de «révélateur» de la profonde crise de légitimité du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), identifié à l'État depuis sa fondation en 1929, et du gouvernement Salinas en particulier, issu de la fraude électorale de 1988 et architecte du «pari nord-américain». Le Chiapas était la région où se superposaient toutes les contradictions. Dans cet État, le plus pauvre et à plus forte population autochtone du Mexique, les grandes propriétés

jouaient des communautés préca-risées par le manque de terres et les migrations, alors que les caciques assuraient la suprématie du PRI par divers subterfuges.

Le génie du sous-commandant Marcos fut d'inscrire d'emblée le combat zapatiste dans le cadre d'une remise en question globale du «nouvel ordre mondial», au nom de la «défense de l'humanité et contre le néolibéralisme». À l'été 1996, la Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme sera vue comme un antécédent important du mouvement altermondialiste. Les zapatistes ont ainsi donné une impulsion décisive à l'émergence de ce qui deviendra le «nouvel internationalisme des résistances», notamment à partir de la mobilisation de Seattle, en novembre 1999, contre le sommet de l'Organisation mondiale du commerce.

Le mouvement zapatiste connut des moments de gloire médiatique, amplifiés par le talent littéraire et la parole insolite de Marcos. La Marche de la couleur de la Terre, en mars 2001, sillonna le pays jusqu'à la tribune du Congrès national à Mexico. Puis, les projecteurs s'éteignirent et les zapatistes perdirent leur visibilité. L'avènement de gouvernements de gauche en Amérique latine canalisait désormais l'attention internationale.

Pourtant, les communautés zapatistes sont encore bien vivantes et continuent de mettre en œuvre un projet original, soit la construction d'un autogouvernement rebelle sur un territoire grand comme la Belgique, concernant 250 000 Mexicains. En 2003, les 27 municipalités autonomes s'organisent en cinq *caracoles* (escar-



gots), chacun disposant d'un Conseil du bon gouvernement, afin de construire un réseau d'infrastructures communes en éducation, en santé, en écoagriculture, en communication, le tout en marge des institutions étatiques. Les membres des conseils autonomes (élus pour des mandats de trois ans, révocables à tout moment sans rémunération) inventent une forme inédite de gouvernement, une autre manière d'organiser la vie sociale et de rendre la justice. Les zapatistes ont mis sur pied plus de 500 écoles, deux banques, cinq hôpitaux équipés de salles de chirurgie et des dizaines de coopératives.

Depuis plus de dix ans, l'EZLN se limite à des tâches de défense, n'occupant aucun poste politique. Elle demeure une nécessité pour faire face au harcèlement permanent des détachements militaires et de groupes armés et financés par le gouvernement, qui cherchent à provoquer des conflits.

Les zapatistes sont la preuve que le pays peut fonctionner autrement, sans la corruption qui le gangrène et qu'alimentent les institutions, les partis et la classe politique. Des militants viennent d'Europe et d'Amérique latine et même des États-Unis pour observer, soutenir et apprendre des zapatistes. Ils sont devenus, au Mexique et à l'étranger, une référence permanente. ●